



Déclaration de l'élu CGT-INRA au Conseil d'Administration de l'INRA - 15 décembre 2009 -

Syndicat National CGT-Inra : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École – Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr

Mesdames et Messieurs les administrateurs de l'INRA,

Vous êtes aujourd'hui sollicités par Madame la Présidente Directrice Générale de l'INRA pour donner votre avis sur la nomination des deux Directeurs Généraux Délégués. Cette nomination est inscrite, dit Madame la Présidente dans « l'ajustement du contenu des missions dévolues aux membres du collège de direction » qui est lui-même une conséquence de la réorganisation de notre institut.

La CGT ne commentera aucunement ces nominations, car nous considérons qu'elles relèvent exclusivement de la responsabilité de Madame la Présidente Directrice Générale.

Pour nous, l'essentiel est ailleurs, et **vous devez connaître les raisons qui poussent le personnel et ses représentants à refuser cette réorganisation. Plus de 3.000 de nos collègues se sont ainsi exprimés contre en signant une pétition intersyndicale CGT-CFDT-SUD.**

La réorganisation proposée par la Direction Générale, suivant en cela les recommandations de nos ministères de tutelle, est en rupture totale avec l'histoire du service public de recherche à laquelle nous sommes attachés et le mode de gestion proposé va à l'encontre des principes que nous revendiquons.

- Imaginer que la recherche puisse être gérée comme une entreprise établissant des relations client / fournisseur ou maître d'ouvrage / maître d'oeuvre entre les unités de recherches et les services d'appui, voire entre équipes scientifiques et équipes techniques au sein d'une même unité, illustre bien la volonté gouvernementale, relayée par notre Direction Générale de transformer l'INRA en agence de moyens au service d'orientations et d'intérêts privés et non plus de l'intérêt collectif.
- Mettre en œuvre la Prime d'Excellence Scientifique à l'INRA, c'est espérer satisfaire l'ambition de quelques uns au détriment de la grande majorité des chercheurs, et relève bien de la volonté de transformer l'INRA en « entreprise » de recherche en exacerbant la concurrence entre chercheurs et équipes de recherche.
- Postuler qu'organiser la concurrence sur les « résultats » des Services d'Appui à la Recherche SDAR, dans le but d'améliorer leur « compétitivité » dénote d'une conception libérale de la recherche totalement étrangère au service public et à la limite de la caricature.
- Envisager de soustraire les unités expérimentales et les plateformes technologiques de leur tutelle scientifique pour les placer sous l'autorité des Directeurs d'Appui à la Recherche (DSA) c'est ignorer, voire pire, nier le rôle des unités expérimentales et les plateformes techniques comme supports intrinsèques des activités de recherche contribuant certes à résoudre des questions de recherche mais également à en faire émerger de nouvelles. Ne voir dans ces structures et ces outils que des supports à projets, c'est également stériliser leurs contributions aux avancées et innovations technologiques. Imaginer que certains puissent ensuite être sous-traités voire privatisés, est un pas que certains sont sûrement prêts à franchir.
- Pire encore, fonder les découvertes scientifiques et les innovations technologiques sur la mise en concurrence, sur la compétition entre collègues d'une même équipe, entre équipes d'une même unité, entre unités et services, c'est tout bonnement mépriser les valeurs éthiques et humanistes partagées par une très grande majorité des collègues de l'INRA.

Nous pensons que l'INRA doit conserver sa structure organisée autour de départements de recherches scientifiques qui sont les lieux où doivent être définies les orientations de recherches des unités relevant de leurs périmètres, incluant toutes les prérogatives nécessaires en termes de gestion des moyens et des personnels correspondants. Certes, ces périmètres peuvent évoluer dès lors que les modifications apportées

sont destinées à mieux prendre en compte les demandes sociétales et à essayer de mieux répondre aux attentes de nos concitoyens. Mais est-ce un tel ajustement qui est recherché dans le bouleversement qui est proposé pour l'INRA ?

Dans la réalité la mise en place de « grands programmes transversaux », ne peut aboutir qu'à la marginalisation sinon la disparition des départements avec, dans un premier temps, 30% de leur budget affecté détourné vers ces programmes.

Le processus de recherche a besoin de temps et donc de financement durable et récurrent. Pour cela, le soutien de base attribué aux unités de recherche régulièrement évaluées par leurs pairs, doit impérativement redevenir la part très largement prépondérante des ressources financières alors qu'il est aujourd'hui limité à la portion congrue. A contrario, cette réorganisation envisage de financer immédiatement trois grands programmes en mobilisant une partie de la dotation des départements. En outre, **le pilotage « à la performance » conduira à mettre en compétition les différentes équipes pour les moyens récurrents restants. La CGT demande l'abandon de ce pilotage à la performance et exige que le soutien de base des unités remonte à minima à 20.000 € par chercheur.**

La culture de projet vient du monde de l'entreprise et du modèle Anglo-saxon, nous ne le récusons pas uniquement sur une base idéologique mais, parce que pratiqué déjà depuis plusieurs années, nous en avons vu les limites et les effets pervers. L'année 2009 avec son contexte de crise économique et financière aurait dû conduire le gouvernement, s'il procédait d'une analyse rigoureuse et scientifique à surseoir, pour le moins, de continuer l'entreprise de destruction des services publics en général et donc à stopper la transformation de l'INRA.

L'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES), créée sous le fallacieux prétexte que la recherche n'était pas correctement évaluée quand elle l'était par les pairs, utilise des indicateurs qui ne s'embarrassent pas de la rigueur scientifique. Ainsi, l'aréopage que constitue le comité d'évaluation de notre institut, comprend nombre de représentants de grandes entreprises privées comme Nestlé, dont on connaît « l'intérêt » pour la recherche publique... Il faut être bien naïf pour découvrir, avec étonnement ou ravissement, c'est selon, que les conclusions de l'AERES sont en tout point conformes aux attentes gouvernementales et aux propositions de la Direction Générale. **L'AERES n'est ni indépendante ni autonome, elle véhicule au travers de ces avis une conception libérale de la recherche au service de la politique actuelle.**

L'Agence Nationale de la Recherche (ANR), premier, et sans doute le plus pernicieux, avatar de la culture de « projet » conduit la Direction Générale à vouloir que l'INRA soit toujours plus « réactif », c'est à dire dans les starting blocks pour « manger » à tous les râteliers du financement précaire. Madame la Présidente Directrice Générale est très fière des contrats décrochés par les équipes de l'INRA, et s'en félicite largement dans une presse complaisante. Elle n'ignore pourtant pas les contorsions et grands écarts des porteurs de projets pour obtenir ces financements, tout en sauvegardant un semblant de cohérence scientifique, mais au risque de faire fi, à leur grand regret, de l'indispensable rigueur qui devrait régner sur toutes les actions. Combien de projets entamés puis abandonnés avant d'être arrivés à leurs termes, aux financements externes aléatoires, conduits grâce à l'abnégation de collègues précaires dont l'avenir ne s'écrit qu'en trois lettres, celles de CDD.

Nous n'acceptons pas que cette situation perdure, que cette situation s'aggrave. Sachez, Mesdames et Messieurs les administrateurs, que par vos décisions antérieures, **plus de 20% des équivalents temps plein à l'INRA étaient déjà occupés en 2006 par des personnels précaires** (rapport OST), et qu'en moins de trois ans, le nombre d'équivalents temps plein de collègues sur CDD financés par des contrats de recherche a plus que doublé. Nous vous invitons à consulter non seulement le bilan social de l'INRA mais également la synthèse de la commission d'audit de la gestion des agents non- titulaires de l'INRA. Aujourd'hui, on nous rebat les oreilles de la « dette » que nous aurions à l'égard des générations futures : et vous, que pensez-vous de la « dette » présente que vous avez vis à vis de nos collègues en situation de précarité ?

Nous sommes attachés au caractère national de l'INRA ainsi qu'à sa présence judicieuse sur l'ensemble du territoire national de manière à bien prendre en compte la diversité géographique et climatique mais également économique et sociale. Cette présence, ce maillage national, sont remis en cause par les fermetures programmées d'unités et de services, ainsi que par les fusions de centres et de services. Nous sommes opposés à ce que les centres s'autonomisent sous prétexte de renforcer l'approche régionale. Aménager le territoire, ce n'est pas faire dans la démagogie politique, ce n'est pas satisfaire quelques hobereaux, voire quelques tyranneaux, locaux sous le prétexte que les collectivités locales qu'ils manipulent, financent une partie la recherche. **Pourquoi décerner le titre d'« ambassadeurs » aux présidents de centre jusqu'ici dénommés « délégués régionaux » ?** Les régions sont-elles devenues des territoires autonomes auprès desquelles l'ambassadeur de l'INRA devra déposer ses lettres de créance et faire accepter aux agents de se plier au diktat et aux oukases, aux exigences et aux édits des hommes politiques régionaux, en opposition flagrante avec leurs statuts de fonctionnaires de l'Etat.

La réorganisation de l'INRA que vous propose Madame la Présidente Directrice Générale, se situe dans le contexte de la réduction des moyens de la fonction publique, dans le contexte de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), comme pour les hôpitaux, la Poste, les transports et même pour une des fonctions régaliennes majeures, la Police et la Gendarmerie. Cette politique, loin de créer les conditions de la réussite, nous enfoncera rapidement dans la médiocrité générale où ne surnageront que quelques requins profiteurs de ce système.

Le CNRS a 70 ans, l'INRA 63. L'origine des ces deux magnifiques réussites de la recherche nationales et internationales, dont la première vient d'être consacrée 1^{ère} organisation de recherche au monde, a été pensée par le Conseil National de la Résistance (dont faisait partie intégrante la CGT) et créée par des personnalités dont il est sûr que la culture de projet, la rentabilité, les notions de client, d'offre, de demande n'étaient pas la préoccupation première.

Ils avaient fait le choix de l'avenir, du progrès pour tous, notre gouvernement et la direction générale font des choix de boutiquiers en revendiquant leur participation active à la guerre économique.

Sur la base des arguments développés au nom de l'ensemble des collègues de l'INRA, de l'adjoint technique au directeur de recherche, je vous demande de ne pas cautionner le bouleversement de l'INRA.